Zeitschrift: L'Émilie : magazine socio-culturelles

Herausgeber: Association Femmes en Suisse et le Mouvement féministe

Band: [92] (2004)

Heft: 1489

Artikel: Foeticides : ratio sexuel décroissant en Inde : soutenue par l'UNICEF, une ONG dénonce le "génocyde"

Autor: Dussault, Andrée-Marie

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-282811

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 06.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Fœticides : ratio sexuel décroissant en Inde

Soutenue par l'UNICEF, une ONG dénonce le «génocyde»

Le nombre de jeunes Indiennes décline dangereusement sous les yeux d'un gouvernement apparemment plus sensible aux pressions du puissant lobby des médecins. Une ONG lance un cri d'alarme pour attirer l'attention sur l'épidémie de fœticides féminins qui sévit en Inde. Soutenue financièrement par l'UNICEF, elle se bat pour faire connaître et appliquer la récente loi interdisant la sélection sexuelle des fœtus.

ANDRÉE-MARIE DUSSAULT

Depuis des siècles, la coutume veut que les jeunes Indiennes soient moins bien nourries, soignées et éduquées que leurs frères, et même, qu'elles meurent plus souvent de mort «inexpliquée». Mais aujourd'hui, l'Inde connaît un phénomène nouveau et inquiétant qui a la particularité d'allier la traditionnelle préférence pour les garçons et une technologie ultramoderne : le fœticide féminin, rendu possible grâce aux tests de détermination du sexe - comme l'amniocentèse ou l'ultrason - initialement prévus pour discerner les malformations fœtales.

Actuellement, la pratique de fœticides féminins est tellement répandue que le ratio sexuel (le nombre de filles pour 1000 garçons âgés entre 0 et 6 ans) décline de façon constante dans plusieurs régions de l'Inde.

Figure de proue de la lutte contre les foeticides féminins, le docteur Sabu Georges affirme que ces dernières années seulement, 1.5 millions d'avortements ont été opérés en Inde. Dont vraisemblablement une proportion importante éliminant des fœtus féminins. Actuellement, la pratique de fœticides féminins est tellement répandue que le ratio sexuel (le nombre de filles pour 1000 garçons âgés entre 0 et 6 ans) décline de façon constante dans plusieurs régions de l'Inde. Selon un recensement de l'époque, le ratio sexuel national de 1901 correspondait à 972/1000. En 2001, le nombre de filles fondait à 933. Alors que naturellement, les naissances féminines devraient légèrement excéder celles des garçons. Dans certains Etats, les chiffres sont particulièrement alarmants, comme au Punjab où l'on estime le ratio inférieur à 8 pour10.

En 1986, les autorités gouvernementales prenaient connaissance de l'ampleur de la pratique de fœticides féminins lorsqu'une étude a révélé que 84% des gynécologues de Mumbai pratiquaient en moyenne 270 amniocentèses mensuelles... dont seulement 5% dans le but de déceler des malformations fœtales. Néanmoins, selon Donna Fernandes de Vimochana, une ONG basée à Bangalore qui défend les droits des femmes, le gouvernement indien ne considère toujours pas l'épidémie de fœticides féminins comme un problème majeur, ne réalisant ni l'ampleur ni la gravité de la situation actuelle et de ses conséquences éventuelles.

La préférence culturelle pour une progéniture masculine - censée assurer la lignée familiale et les vieux jours des parents - combinée à une campagne gouvernementale menée dans les années 60-70 en faveur de familles réduites a certainement accru le nombre de fœticides et d'infanticides féminins. Mais la véritable racine du problème est ailleurs : «Tant que la dot fera partie du système, les filles représenteront un poids économique pour les familles et avorter d'un fœtus féminin sera moins coûteux qu'élever une fille qui de toute façon, rejoindra sa belle-famille en se mariant.» explique Donna Fernandes.

A l'échelle des Etats, certains gouvernements se sont mobilisés pour freiner la sélection sexuelle, notamment celui du Maharashtra qui a légiféré pour complétement interdire l'utilisation des technologies permettant de déterminer le sexe du fœtus. Dans d'autres Etats, des contrôles sont effectués dans des cliniques pour détecter les éventuels tests de sélection sexuelle. Or, prouver l'utilisation illégale d'instruments techniques légaux ne va pas de soi. Reste la sensibilisation. Outre son travail sur le terrain, Vimochana tente d'exercer des pressions sur le gouvernement national pour que la loi de 1994, le Pre-Conception and Pre-Natal Diagnostic Techniques Act, interdisant la détermination du fœtus et amendée en 2003 pour également criminaliser la sélection sexuelle avant la conception, soit connue de la population et appliquée. Mais ce n'est pas chose aisée : «Depuis quelques décennies, les cliniques d'avortement pullulent en Inde et les lobbys de médecins sont très influents auprès des autorités gouvernementales.» déplore Donna Fernandes.

Les agences internationales ne semblent pas non plus mesurer les enjeux entourant l'élimination massive de fœtus féminins. Bizarrement, la lutte contre les fœticides féminins - même si ceux-ci concernent aussi un autre pays à densité démographique importante, la Chine, et certains pays musulmans - ne figure pas parmi leurs priorités dont font pourtant partie l'éducation des filles, la vaccination massive et les soins à la petites enfance, des thèmes certes importants, mais pour lesquels la vie est une donne préalable. Cependant, il y a deux mois, l'UNICEF a débloqué des fonds pour que Vimochana travaille à la sensibilisation des populations locales par rapport à la pratique du fœticide et à ses conséquences.

Si la tendance se maintient, Donna Fernandes craint que le statut des femmes - déjà socialement et économiquement infériorisées - en souffre : «La société connaîtra de nouveaux problèmes ; les femmes seront encore plus vulnérables face aux violences sexuelles, on risque de voir de plus en plus d'enlèvements de femmes, de jeunes filles pauvres se faire acheter par des hommes plus riches, et de membres d'une même famille se partager une femme. On passera de mal en pis.» Vu sous un autre angle - peut-être plus susceptible de susciter la compassion des autorités - dans certaines régions, ce sont des générations entières d'hommes qui ne trouveront pas d'épouses... •